

LA FRACTURE DES CONNAISSANCES



© Fabian Charaffi/Unesco

Francisco Sagasti

Ancien chef de la planification stratégique à la Banque mondiale, dont il a été aussi conseiller, M. Sagasti dirige actuellement le programme Agenda Peru de Foro/Nacional/Internacional, une ONG qui a pour but de promouvoir la gouvernance démocratique et le dialogue sur les questions de développement.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont le plus récent, écrit avec Gonzalo Alcalde, s'intitule *Development Cooperation in a Fractured Global Order* (CRDI, 1999).

Le texte ci-contre est extrait de la conférence qu'il a donnée dans le cadre des Entretiens du XXI^e siècle, le 6 novembre 1999, au siège de l'UNESCO à Paris.

La mondialisation a des visages différents suivant qu'on la contemple des capitales occidentales ou des villes et villages des pays du Sud, où vit la majorité de la population de la planète. Quatre exemples de mon pays, le Pérou, peuvent illustrer ces perceptions divergentes.

En octobre 1999, 28 écoliers sont morts à Taucamarca, village reculé des Andes, parce qu'on a dilué du lait en poudre dans un récipient ayant contenu un puissant insecticide. Les personnes concernées ne sachant pas lire, les enfants sont morts empoisonnés. L'insecticide en question, interdit dans presque tous les pays industrialisés, est toujours en vente au Pérou.

Chaque année, lors de la fête traditionnelle de Cajamarca, dans le nord du pays, les producteurs de pommes de terre s'échangent avec fierté leurs meilleures semences. En 1999, des multinationales y sont venues pour la première fois et ont acquis ces semences, afin d'en manipuler les gènes et de les revendre à leur profit.

Les indicateurs macroéconomiques du Pérou sont excellents et les banquiers vous conseilleront d'y investir. Mais vue du côté des Péruviens, la situation n'est pas aussi rose. Depuis 10 ans, la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté et 20% sous le seuil critique, ce qui signifie que leurs revenus ne leur permettent pas de se nourrir. Les deux tiers de la main-d'œuvre sont soit au chômage, soit sous-employés. D'ici à 2005, le nombre de personnes arrivant sur le marché du travail au Pérou sera supérieur à celui de l'Union européenne.

Benjamin Barber, un éminent spécialiste américain en sciences politiques, déplorait récemment le spectacle qu'offre la démocratie américaine de nos jours: tous les quatre ans, disait-il, une bande de canailles remplace une autre bande de canailles. Du point de vue du Sud, ce n'est déjà pas si mal car chez nous, les canailles manipulent les élections pour rester en place plus de 15 ans. J'aimerais bien pouvoir en changer pacifiquement tous les quatre ans!

Vous le voyez: les griefs du Nord sont souvent les aspirations du Sud. Et le progrès des nations industrialisées peut menacer les pays en développement.

Il y a 10 ans, à l'heure où s'amorçait la mondialisation, dans l'euphorie de l'expansion des services et de la finance qui a suivi la chute du Mur de Berlin, j'anticipais une fracture sociale sur le plan international. La mondialisation nous a mis en contact les uns avec les autres mais a aussi creusé les inégalités de revenus entre les sociétés, et surtout les inégalités en ce qui concerne nos capacités à créer et à utiliser le savoir. En 10 ans, la concentration des richesses et du pouvoir s'est grandement accrue à la fois à l'intérieur de chaque société et entre elles.

Nous risquons de voir apparaître deux civilisations, avec deux perceptions différentes du monde: l'une générera et exploitera les connaissances; l'autre les ingurgitera passivement, sans pouvoir les modifier. La perspective qui s'offre à nous est que cette fracture devienne un abîme. Il faut que la communauté internationale revienne aux principes de base de la coopération et considère qu'un niveau minimum de connaissances scientifiques et technologiques, Internet compris, est essentiel pour les pays du Sud: tel devrait être l'un des objets de la solidarité internationale.

Les Etats ne sont plus les seuls acteurs du changement: le secteur privé et les intellectuels de la communauté internationale doivent participer, avec les gouvernements du Nord et du Sud, à des discussions en vue d'un plan d'action pour que la science et la technologie soit mobilisées en faveur du développement. L'UNESCO, seule agence des Nations unies chargée du développement des sciences, a un rôle particulier à assumer dans la revitalisation de cette coopération internationale. ■